



Réforme statutaire... ??

Attention à l'arnaque !

Le 2 juin, le ministère de la Santé a lancé une concertation relative au chantier statutaire de la catégorie B. Le Ministère souhaite également transposer un accord minoritaire « fonction publique » sur les grilles pour la catégorie B, accord que la CGT n'a pas signé.

Le ministère a proposé un cadre et un calendrier de rencontre dans la Fonction Publique Hospitalière pour intégrer les conséquences statutaires de la réforme des Études Universitaires, suite aux annonces du Président de la République sur l'hôpital et sa volonté de faire accéder le personnel infirmier à la catégorie A.

Les pouvoirs publics, peu enclins à rencontrer les représentants des salariés, ne semblent pas prendre la mesure des revendications des salariés. Pourtant, ils se sont mobilisés massivement à plusieurs reprises depuis le début de l'année.

Plan de relance ou marché de dupes ?

Propositions avancées par le ministère :

Le calendrier : Début autour du 6 juillet pour une conclusion en fin d'année.

Le cadrage : Concernera essentiellement les infirmières issues de la nouvelle formation licence prévue pour la rentrée 2009. La revalorisation des salaires et de la qualification se fera en échange de la revisite du droit au départ anticipé à la retraite pour les futurs diplômés.

Les pistes de « négociations » du Ministère :

Pour les agents relevant :

→ De la Catégorie **C** = **RIEN**, sauf, Intégration des permanenciers auxiliaires régulation médicale en catégorie B

→ De la catégorie **B** = Passage en catégorie A pour les seuls infirmiers issus de la nouvelle formation Licence à partir de 2012, à condition qu'ils renoncent à la catégorie active (départ possible à 55 ans) donc retraite à 60 ans. **Revalorisation salariale seulement pour les nouveaux diplômés. Pour les autres = RIEN**

→ De la Catégorie **A** = **RIEN**

Rien pour la majorité du personnel : personnels techniques, administratifs, une partie du personnel non médical, par exemple, les aides soignants, les agents de services hospitaliers, psychologues, éducateurs, ergothérapeutes, etc...

C'est-à-dire qu'une grande partie du personnel qui exerce ses missions dans les établissements est complètement ignorée dans ces discussions.

Dans le même temps, avaient lieu à la Direction Générale de l'Action Sociale des discussions au sujet des emplois de niveau 5 (CAP, BEP..., aide soignante, auxiliaire de puériculture, aide médico-pédagogique, auxiliaire de vie, etc.) dans ce secteur. Comme dans la fonction publique hospitalière, il y a une volonté de revoir le parcours de ses formations initiales sans pour autant reconnaître la nécessaire qualification et la pénibilité du travail.

Pour la CGT, il n'est pas question de se laisser enfermer dans un cadrage de « négociations » qui ne concerneraient qu'une catégorie professionnelle, comme le suggère cette première réunion.

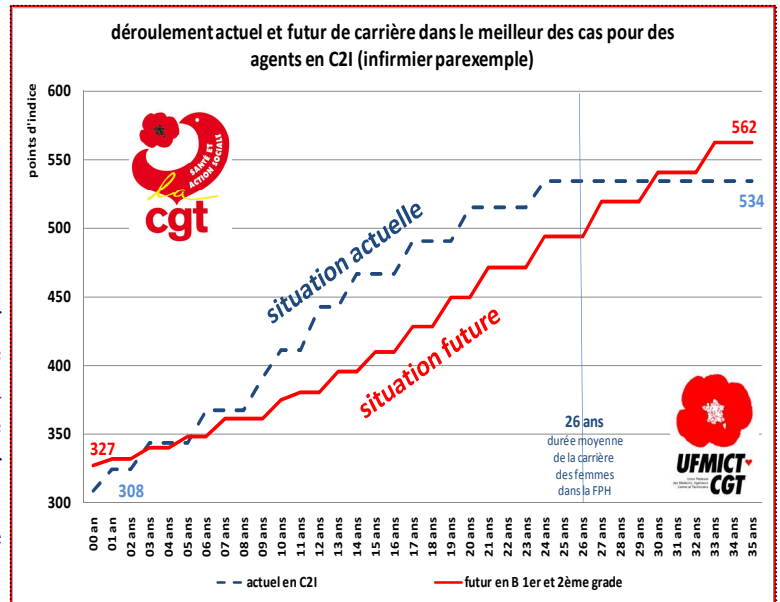
Ce sont toutes les professions de l'hôpital et de l'action sociale publique qui se sont mobilisées dans les différentes journées d'actions.

C'est donc la situation de l'ensemble du personnel qui doit faire l'objet de négociation

La refonte de la grille de la catégorie B : un seul objectif la réduction des coûts salariaux

Avec cette nouvelle grille, sur l'ensemble de la carrière (pour une carrière complète), la perte salariale s'élèverait à 44 475 € par agent. Cela correspond à une perte de 105 € en moyenne par mois sur 35 ans.

Pour le gouvernement cette nouvelle grille permettra de réaliser d'énormes d'économies chaque année, sur la seule catégorie B.



La durée moyenne de carrière des femmes dans la fonction publique étant de 26 ans, elles n'atteignent jamais le sommet des grilles. **Rapidement, ce sera une diminution à terme des salaires et des pensions.**

Nous rencontrer, nous contacter, nous rejoindre :
 Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale • Case 538 • 263 rue de Paris • 93515 MONTREUIL Cédex
 E-mail : orga@sante.cgt.fr • Site Internet : http://www.sante.cgt.fr



C'est la crise au Ministère !

La présence de la ministre pendant 10 minutes à cette séance a, d'emblée, montré tout l'intérêt que les pouvoirs publics portent à la situation du personnel.

Pendant toute la réunion, à plusieurs reprises, le ministère a évoqué la conjoncture actuelle pour argumenter son cadrage rigide. Il souhaite réformer sans pour autant mettre de moyens financiers dans la balance, car, selon lui, « ça serait mal perçu par la population par ce temps de crise ».

Pour sauver les banques, l'argent existe. **La CGT propose la suppression du paiement de la TVA par les hôpitaux.** Cela permettrait de mener une réelle politique ambitieuse de reconnaissance des qualifications de l'ensemble des personnels.

De qui se moque t-on ?

Les récents mouvements des personnels de la santé ont été largement plébiscités par l'ensemble de la population.

Elle soutient les agents dans leur démarche d'amélioration des missions de services publics.

Elle reconnaît leurs conditions d'exercice difficiles.

Pour la CGT, cette attitude est inacceptable et méprisante pour l'ensemble des personnels qui revendiquent des négociations qui doivent aborder l'ensemble des questions posées en matière :

- De salaires,
- D'emplois,
- De qualifications,
- De formations,
- De reconnaissance de la pénibilité des conditions de travail.

Nos revendications doivent aboutir.

Nous ne nous laisserons pas maltraiter par le gouvernement.

